https://ricochets.cc/Avec-ou-sans-49-3-avec-ou-sans-Macron-il-n-y-a-pas-de-democratie-le-gouvernement-est-illegitime-et-indesirable.html

# Avec ou sans 49.3, avec ou sans Macron, il n'y a pas de démocratie, le gouvernement est illégitime et indésirable

- Les Articles -
Date de mise en ligne : jeudi 13 avril 2023

**Copyright © Ricochets - Tous droits réservés**

**Finis les faux semblants, l'Etat, le capitalisme et le gouvernement montre ce qu'ils sont dès que la contestation s'amplifie : un système autoritaire anti-démocratique, qui s'oriente vers la dictature et le néo-fascisme armé.**

Le 49.3, la répression généralisée et brutale, le mépris pour les contestations, le verrouillage des insitutions, tout ça n'est pas un hasard, un accident, la faute à un gouvernement encore plus craignos que la moyenne. C'est un système installé depuis longtemps, qui est conçu pour empêcher toute forme de démocratie réelle et qui ne peut pas fonctionner autrement que par la matraque et l'autoritarisme.
Il est inadapté de s'en inquiéter seulement quand il produit des décisions/actes particulièrement caricaturaux et brutaux (comme le dernier 49.3), car **c'est bien son fonctionnement normal, légal, quotidien, qui est révoltant et non-démocratique**. L'irrationnalité, les inégalités sociales, la mafia, la destruction, le chaos, les intérêts de quelques uns et des lobbys... dominent et sont un mode de fonctionnement, celui de la mégamachine.
**Les frasques immondes de Macron/Borne/Darmanin & co ne sont qu'une péripétie énorme qui confirme cette réalité permanente**

Si elles étaient à la hauteur de cette réalité historique et de leurs responsabilités, toutes les gauches devraient donc faire un communiqué solennel conjoint pour acter cette réalité brûlante, du type : "La France n'est pas (et même n'a jamais été) une démocratie, et le système Etat/capitalisme/société-de-masse/système-industriel ne pourra jamais être une démocratie. Alors nous ne sommes plus tenu de respecter ces institutions et de jouer le jeu truqué des institutions et des élections. Le gouvernement et les institutions en place sont peut-être légales, mais elles ne sont pas légitimes. De plus, le tournant autoritaire et néo-fasciste observé actuellement nous oblige à appeler à une révolte généralisée. Nous entrons donc en résistance pour des changements profonds."

Voir : **Toute démocratie réelle est impossible tant qu'existent le capitalisme, l'Etat, la société de masse techno-industrielle et la quête de délivrance** - De plus, ce système fabrique des individus de plus en plus inaptes à toute forme de démocratie

# Autoritarisme ou déni de démocratie ?

**Les masques tombent pour l'État et sa milice.**

Dans le contexte incandescent de la réforme des retraites, on entend parler çà et là de « déni de démocratie » ou de « crise démocratique ». Le texte n'ayant pas été voté à l'Assemblée et étant massivement rejeté par la population, il n'aurait aucune légitimité. C'est indéniable. **Mais faire de cette situation une « crise de la démocratie » nous semble être une importante erreur d'analyse. Il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais d'État démocratique. L'État, en tant que construction socio-politique historique, est un système d'organisation essentiellement autoritaire. Un État démocratique est un paradoxe, un oxymore. Le gouvernement ( qu'il soit de droite, de gauche ou des deux en même temps) est son avatar, et a pour rôle le maintien de la domination d'un groupe sur les autres. Il ne représente jamais la « volonté du peuple ».**

Depuis une perspective anarchiste, lutter contre le report de l'âge légal de départ à la retraite laisse toujours un goût doux-amer. Si les conditions de travail affectant la vie quotidienne de millions de travailleuses et travailleurs méritent d'être défendues, nous ne souhaitons pas non plus nous battre pour avoir à rendre des comptes à quelque institution que ce soit. Nous rejetons le salariat, le capitalisme et l'industrie. Nous refusons d'avoir à travailler toute notre vie dans des conditions nécessairement misérables pour alimenter un système patriarcal, autoritaire et écocidaire.

**Mais il faut reconnaître une vertu aux mobilisations en cours : elle dévoilent le véritable visage de l'État et de sa milice. Nous saluons le courage de toutes les personnes qui sortent jour et nuit pour crier leur colère et affronter dans les rues les chiens de garde débridés du système. La police, aberration parmi les aberrations, est la preuve quotidienne et irréfutable de l'absence de démocratie et de la violence du système étatique**. Ainsi, lorsque l'être humain réalise qu'il évolue dans un environnement hostile à sa liberté et que le désespoir et l'apathie se muent en rage, l'État montre les crocs.

Des brèches se sont ouvertes, jetons-y de l'essence et attendons l'étincelle. Profitons-en pour nous interroger, non pas seulement sur les conditions du travail, mais sur sa raison d'être. Que produit-on en travaillant et pourquoi ?

**Tout comme il n'y aura jamais d'État démocratique, il n'y aura jamais d'industrie démocratique non plus. Une société en harmonie avec la nature ne peut être qu'une démocratie, et une démocratie ne peut exister qu'en harmonie avec la nature.**

La lutte continue

(post de Deep Green Résistance  France)

- **Une seule dissolution en vue : celle du gouvernement** - Texte de plusieurs collectifs legal team et antirép contre la dissolution annoncée de la Defco de Rennes

- Non seulement il n'y a pas de démocratie, mais le régime tend vers le néo-fascisme, vers la dictature :

# LIGUE DES DROITS DE L'HOMME : UN FRONT NÉ OFASCISTE SE CONSTITUE SOUS NOS YEUX

**Il y a exactement une semaine, le ministre de l'Intérieur Darmanin menaçait la Ligue des Droits de l'Homme, association républicaine fondée il y a 120 ans pour défendre les droits humains. La presse et la classe politique parlaient d'un « dérapage » isolé. Il n'en est rien. Ce mercredi, ces propos néofascistes ont été confirmés jusqu'au sommet du gouvernement.**

Au sénat, le chef des Républicains Bruno Retailleau a estimé que la LDH « se perd dans les querelles et un certain nombre de problématiques d'extrême-gauche » avant d'ajouter : « Je pense qu'il faut remettre en cause les subventions de l'association si son action n'est plus conforme à son objet social ».

Le sénateur François Bonhomme est allé plus loin : « Cette association s'exonère des explications sur la façon dont elle utilise les moyens alloués [...] Comment l'État peut il subventionner des associations qui font profession de jeter l'opprobre sur les forces de l'ordre, particulièrement face à des groupes violents et armés qui cherchent à tuer nos policiers et nos gendarmes ». Assez peu étonnant venant des Républicains, parti désormais aligné sur l'extrême droite.

Mais la Première Ministre Borne a confirmé sur toute la ligne l'offensive contre les droits humains : « J'ai beaucoup de respect pour ce que la LDH a incarné, je ne comprends plus certaines de ses prises de position. Cette incompréhension n'est pas nouvelle, elle s'est fait jour dans ses ambiguïté face à l'islamisme radical, et elle s'est

confortée depuis quelques mois ».

**Après avoir qualifié la LDH « d'ultra-gauche » et l'avoir accusée de s'en prendre à la police, c'est la cheffe du gouvernement qui l'accuse de complicité avec « l'islamisme radical ». Vous avez compris la manoeuvre : défendre les droits fondamentaux, c'est presque du terrorisme. C'est un discours néofasciste, qui n'a rien à envier à ceux d'Erdogan, Trump, Le Pen, et à tous les dictateurs du monde.**

Tout ce qui ne se soumet pas au gouvernement, tout ce qui n'est pas d'extrême droite, est désormais « d'ultra-gauche », « islamiste radical » voire « séparatiste », et s'expose à la répression

**Ce qui se passe en France est extrêmement grave. Tout ce qui ne se soumet pas au gouvernement, tout ce qui n'est pas d'extrême droite, est désormais « d'ultra-gauche », « islamiste radical » voire « séparatiste », et s'expose à la répression. Plus personne n'est à l'abri, pas même les associations les plus modérées, les plus consensuelles, les plus reconnues. Nous basculons chaque jour vers la dictature.**

Pendant que le gouvernement menace les droits humains, nous apprenons que la ministre Marlène Schiappa a utilisé des millions d'euros d'argent public d'un fonds créé suite à l'assassinat de Samuel Paty pour financer du contenu politique contre les opposants à Macron pendant les élections.

**Pouvoir autoritaire, sans foi ni loi ni morale.**

**Avec ou sans 49.3, avec ou sans Macron, il n'y a pas de démocratie** Le néo-fascisme, l'autoritarisme débridé, est déjà au pouvoir